

Le Front National (FN), une droite radicale française ?

Jean-Yves Camus

Considéré depuis les années 1980 comme un parti d'extrême-droite ayant constitué le modèle de la troisième vague des partis nationaux-populistes ouest-européens, le FN a entrepris en 2011 une mutation stratégique, sous la présidence de Marine Le Pen. Désormais inscrit dans une démarche assumée de conquête du pouvoir, le parti continue à drainer entre 15% et 18% d'électeurs au plan national, devenant *de facto* la troisième force politique française. Deux sondages consécutifs réalisés par l'institut IFOP, en octobre 2013 et janvier 2014, l'ont placé en tête des intentions de vote pour les élections européennes du 25 mai 2014, avec respectivement 24% et 23%, devant l'UMP (21%) et le Parti Socialiste (18%). Les succès du FN aux élections municipales des 23 et 30 mars 2014 constituent un événement symboliquement fort, qui ne s'est jamais produit depuis 1995. La porosité croissante des électors frontistes et conservateur, en particulier UMP, attestée aujourd'hui par les enquêtes d'opinion, pose clairement la question du déplacement vers la droite du centre de gravité idéologique du débat politique français, en même temps qu'elle rend plausible de futurs accords de gestion, au moins au plan local, entre le FN et des candidats de droite. La présente note, rédigée en février 2014, se propose donc de faire un état des lieux du parti incarnant actuellement le « tiers exclu »¹ de la vie politique française. Il s'agira en particulier de définir sa nature : extrême-droite de toujours, frontalement opposée au système démocratique et à ses valeurs mais utilisant un double discours ou bien droite radicale, sincèrement intégrée dans le jeu électoral et critiquant légitimement certains aspects des institutions et du fonctionnement de la société² ?

Jean-Yves Camus est politologue, chercheur associé à l'Institut des Relations internationales et stratégiques (IRIS), spécialiste des nationalismes et extrémismes en Europe. Directeur de l'Observatoire des radicalités politiques à la Fondation Jean Jaurès, il est par ailleurs membre du *European Consortium on Political Research* et membre de la *Task Force on Antisemitism, European Jewish Congress*.

¹ La notion de tiers exclu (ou de pôle exclu en italien) a été théorisée par le politiste Piero Ignazi pour décrire la situation du Mouvement Social Italien (MSI) avant sa transformation en Alliance Nationale en 1995. Considéré comme un parti « infréquentable » en raison de sa filiation historique, le MSI était, comme le FN, tenu à l'écart des majorités parlementaires et des gouvernements.

² On signalera ici que « extrême-droite » et « droite radicale », équivalents français des termes *Rechtsextremismus* et *Rechtssradikalismus* sont, en France, dépourvus de définition légale et sont souvent utilisés comme synonymes. Les politistes français tendent à distinguer l'extrême-droite « nationale-populiste », terme forgé en 1984 par Pierre-André Taguieff et s'appliquant au FN, et l'extrême-droite radicale, composée des groupes extra-parlementaires ou électoralement marginaux.

Un impact électoral inscrit au niveau national...

Fondé en 1972 le FN a réussi à sortir l'extrême-droite de la marginalité qui la caractérisait après 1945. Son premier succès est sa longévité, contrastant avec l'éternel éparpillement et la manie des scissions propres au camp nationaliste. A titre de comparaison, l'Union des nationaux indépendants et républicains (UNIR), première formation de la droite nationaliste représentée au Parlement après la fin de la seconde guerre mondiale, n'a existé que de 1951 à 1955. Le Mouvement Poujade, né en 1953, entré en fanfare à l'Assemblée nationale de 1956 avec 52 élus, disparaît en 1958. Le FN dépasse en poids électoral toutes les formations antérieures de la même famille politique, même lors des élections tenues au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, défavorable à l'ensemble des formations émergentes : aux présidentielles de 1965 Jean-Louis Tixier-Vignancour n'obtenait que 5,2% ; dans les années 1970-72 l'Ordre nouveau ne dépasse jamais 2%, tandis que le FN se maintient au-delà des 10% depuis les élections européennes de 1984, excepté aux législatives de 2007 où avec 4,5%, il atteint son score plancher, en raison de l'attraction d'une partie de son électorat envers Nicolas Sarkozy et l'UMP³.

L'arrivée de Marine Le Pen à la présidence du FN en janvier 2011 et la relative normalisation de l'image du mouvement qui s'en est suivie ont permis au parti de réaliser en 2012 son meilleur score à l'élection présidentielle avec 17,9% soit +3,04% par rapport au score de Jean-Marie Le Pen au 1er tour de la présidentielle de 2002, un résultat qui lui avait permis à l'époque de battre le candidat socialiste Lionel Jospin et d'accéder à sa place au 2ème tour. Aux législatives, le FN n'a pas retrouvé tout à fait en 2012 son point haut historique de 1997 (13,6% contre 14,94%) mais il a remporté une victoire symbolique forte en faisant élire 2 députés au scrutin majoritaire, dont Marion Maréchal-Le Pen, la nièce de Marine Le Pen, devenue rapidement une personnalité médiatique et une figure montante au sein de son parti.

³ Même à la présidentielle de 2007, où N. Sarkozy capte une fraction importante de l'électorat frontiste de 2002, Jean-Marie Le Pen recueille encore 10,44% des voix. Le résultat des élections législatives suivant un scrutin présidentiel amplifie toujours la tendance de ce dernier.

Aux élections européennes, la totalité des sondages attribuent pour l'instant au FN un score très supérieur aux 11,73% de 1989 qui constituent son niveau record. Un sondage Ifop publié par le Journal du Dimanche (JDD) et réalisé en janvier 2014 le donne en effet en tête avec 23% des voix, contre 21% à l'UMP et 18% au PS. Un autre, réalisé par Opinion Way pour Le Figaro et LCI début février, plaçait l'UMP à 22%, devant le FN à 20% et le PS à 16%. Traditionnellement peu favorable au FN en raison de la faible participation, le scrutin européen du 25 mai 2014 pourrait voir l'expression d'une coagulation des mécontentements catégoriels dans un vote de défiance à l'égard de l'UE, rendue responsable de la perte de souveraineté de la France, de la crise économique et sociale ainsi que de l'immigration de masse. Ces thématiques sont de loin plus importantes que celle de l'abandon de la monnaie unique, qui ne recueille que 54% d'opinions favorables chez les électeurs frontistes potentiels.⁴

...et au niveau régional et local

Les élections régionales et départementales (anciennement nommées « cantonales ») prévues en 2014 dans les 26 régions et 105 départements français, ont été repoussées à mars 2015. Les premières, qui ont lieu au scrutin proportionnel à deux tours avec prime majoritaire, ont toujours assuré au FN une représentation dans tous les conseils régionaux, avec un score national compris entre 15% (en 1998) et 11,42% (2010). Ayant perdu des élus régionaux d'abord après la scission fin 1998 d'un rival interne de Jean-Marie Le Pen, Bruno Mégret, qui fut suivi par un grand nombre de cadres et d'élus du parti, puis par contrecoup de la concurrence sarkozyste en 2010, le FN devrait dépasser les 118 élus du dernier scrutin (la France comptant actuellement 1757 conseillers régionaux). Au plan départemental le FN ne dispose actuellement que de 3 conseillers généraux dans l'Ain, le Vaucluse et le Var, sur un total de 4030 conseillers sur le territoire français. Election de notables par excellence, tenue au scrutin uninominal majoritaire, les cantonales sont avec les municipales les élections les plus défavorables au FN. C'est pourquoi l'élection du candidat FN Laurent Lopez dans le canton de Brignoles, dans le sud-est de la France (Var), le 13 octobre 2013 et par 53,9% au second tour, est un événement politique. En effet on peut en tirer deux en-

⁴ Dans le sondage Opinion Way précité.

seignements. Le premier est que la faible participation au 1er tour (33%) et le sursaut de participation au second (+14 points), ainsi que le nombre de suffrages en valeur absolue, traduisent la capacité de l'électorat frontiste à se mobiliser et même à gagner des voix entre les deux tours, même dans un scrutin dont l'enjeu symbolique surpasse l'enjeu réel. Le second est que la stratégie de « front républicain » ne fonctionne plus. Conformément à leur habitude d'appeler à « faire barrage au FN » le PS, le PCF et les Verts avaient appelé à voter pour le candidat de droite, après que la gauche, partie divisée, a perdu toute possibilité de se maintenir. Ce front commun est dénoncé par le FN comme le symbole d'un pouvoir contrôlé par les deux partis établis (le « système UMPS »). Or le front républicain est aujourd'hui remis en question et par l'UMP et devient pour une partie de la gauche un choix moins évident qu'à la présidentielle de 2002, qui opposait le candidat du FN et de celui de la droite républicaine. La position officielle de l'UMP est le « ni, ni » : le refus de choisir entre voter FN et voter pour un Parti Socialiste allié à « l'extrême-gauche » (en l'occurrence les communistes et éventuellement le Parti de Gauche). Les électeurs de gauche, lors de la série d'élections législatives partielles ayant eu lieu en 2012-2013 et gagnées par la droite, ont montré qu'ils ne se reportaient plus automatiquement sur le candidat non FN le mieux placé au second tour. Cela semble une conséquence logique de la droitisation de l'UMP en même temps que de la déception des électeurs de François Hollande envers l'absence d'audace sociale du gouvernement investi en mai 2012.

Un parti modernisé et rajeuni à la conquête du pouvoir

Le FN a mis presque 15 ans à reconstituer son potentiel militant et son appareil d'avant la scission mégrétiste de 1998-1999. Il avait alors, selon des chiffres attestés et fiables, 42000 adhérents. Il en revendique 74 000 fin 2013. Selon le politiste Nicolas Lebourg, le nombre réel serait plus proche de 52000, estimation obtenue en divisant le produit des reçus en 2012 par le tarif moyen d'une adhésion⁵. Le nombre d'adhérents est cependant un baromètre imprécis de la capacité de mobilisation militante. D'une part, les

⁵ En France, ce type de données est obligatoirement déclaré à l'Etat par les partis politiques afin d'obtenir le financement public prévu par la loi.

événements nationaux du parti drainent une foule plus réduite que dans les années 1990 (notamment le défilé organisé en l'honneur de l'héroïne nationale Jeanne d'Arc chaque 1er mai, événement majeur dans la vie du mouvement). D'autre part le nombre de militants présents (environ 5000 en 2013) est bien inférieur à celui que mobilisent en ce début de 2014 la droite radicale et les groupuscules fédérés autour du mouvement ultraconservateur « Printemps français »⁶. Enfin le FN souffre encore d'un déficit dans le maillage territorial du pays, comme le montre la présence de moins de 600 listes frontistes aux municipales de 2014, sur 943 communes de plus de 10000 habitants et 36697 communes au total. Toutefois l'arrivée de Marine Le Pen à la présidence ont accéléré la mutation sociologique et générationnelle du mouvement. Celui-ci s'inscrit désormais dans une optique de professionnalisation des cadres et de conquête du pouvoir, changement important par rapport à la période dite du « parti personnel », tout entier voué à la promotion de l'image de Jean-Marie Le Pen, semble-t-il satisfait de conserver son capital de nuisance politique, son impact médiatique et son statut de porteur de la fonction tribunicienne du FN. En conséquence, toujours selon Nicolas Lebourg, on constate un rajeunissement et une féminisation des adhésions: 29,3% des adhérents auraient moins de 30 ans, 34,2% auraient entre 30 et 50 ans, 18,1% entre 50 et 65 ans, 18,4%, plus de 65 ans. Il y aurait 39% de femmes et 61% d'hommes, un écart qui handicape le FN dans la constitution des listes communales (qui doivent être paritaires) mais qui se retrouve de moins en moins dans le vote frontiste. Alors que le gender gap est de 5 à 7 points dans le vote FN des années 1990-2000, à la présidentielle de 2012 Marine Le Pen recueille 19% chez les hommes et 17,5% chez les femmes et son score chez les femmes non qualifiées du milieu ouvrier dépasse celui des hommes du même milieu⁷.

Si la sociologie des militants frontistes est plus équilibrée, le FN reste un parti qui peut offrir à ses membres une rétribution symbolique

⁶ La manifestation « Jour de colère » du 26 janvier 2014 appelant à la démission ou la destitution du président Hollande a réuni plus de 20000 personnes à Paris. Celles contre le mariage homosexuel, fédérant une partie de la droite classique et de l'extrême-droite ainsi que de larges milieux catholiques ont attiré jusqu'à 400000 participants en 2013.

⁷ Ce survote semble explicable par la part déterminante des femmes dans les contrats à temps-partiel du secteur tertiaire (85%) et secondaire (75%).

moindre que celle qui découle de l'appartenance à un parti mainstream. Le parti tente de combler ce handicap en formant mieux et davantage ses candidats aux élections. Il a réussi à faire émerger une génération de responsables placés aux postes-clés de l'appareil national. Leur culture politique est proprement frontiste donc sans engagement antérieur connu dans des groupuscules radicaux et leur âge assure la pérennité du FN: née en 1968, Marine Le Pen aura ainsi 49 ans à la présidentielle de 2017, soit 3 ans de moins que Nicolas Sarkozy au moment de son élection en 2007. Le vice-président Louis Aliot a 44 ans ; un autre vice-président, Florian Philippot, n'est âgé que de 32 ans ; le secrétaire général Steeve Briois, de 41 ans ; le responsable de la campagne des municipales, l'influent Nicolas Bay, de 36 ans. Marion Maréchal-Le Pen est devenue à 23 ans la plus jeune députée de l'histoire de la République. La faiblesse principale de cet appareil, renouvelé également en province, au niveau des secrétaires départementaux, est qu'il est devenu au sommet le lieu de conflits de pouvoir personnels consistant à acquérir une influence maximale sur la présidente.

Les divers courants du parti

Les enjeux idéologiques sont réduits : l'ancien délégué général Bruno Gollnisch, le rival historique de Jean-Marie Le Pen resté député européen, bien que conservant une quarantaine d'alliés au comité central du parti (120 membres), ne peut plus prétendre incarner comme avant 2011 la tendance nationaliste proprement d'extrême-droite qu'il dirigeait. Les catholiques traditionalistes ont perdu leur position d'influence, liée naguère à celle de Bruno Gollnisch. Les nationalistes-révolutionnaires, qui aspirent à la création d'un empire européen anticapitaliste et débarrassé des étrangers extracommunautaires, sont isolés et militent à titre individuel, tel Christian Bouchet, tête de liste à Nantes. Les néo-fascistes ont été écartés et exclus dès le premier semestre 2011 au titre de la « dédramatisation ». Ainsi dans la riposte au FN la gauche ne peut guère plus invoquer les liens entre celui-ci et l'extrême-droite traditionnelle, malgré la répétition de « dérapages » verbaux ou comportementaux individuels à connotation raciste ou plus rarement antisémites, lesquels sont imputables à des candidats encore mal formés à la stratégie d'euphémisation du discours frontiste.

Cela ne signifie nullement qu'il n'existe pas de sensibilités politiques différentes au FN. Elles sont simplement mises en sourdine à la fois par l'unité réelle qui s'est construite autour de Marine Le Pen et des succès électoraux remportés sous sa présidence et par le souvenir cuisant du désastre provoqué par la scission de 1998. Deux tensions idéologiques sont perceptibles. La première, accentuée par la rapidité exceptionnelle de l'ascension du numéro deux Florian Philippot, concerne le souverainisme néo-républicain dont se réclame celui-ci. Ses références au gaullisme social, comme la volonté de faire venir au FN des souverainistes venus de la droite comme du courant national-républicain de gauche incarné par l'ancien ministre de l'intérieur Jean-Pierre Chevènement, réunis dans la plateforme électorale « Rassemblement Bleu Marine » (RBM)⁸ sont mal acceptés dans une mouvance au sein de laquelle la personnalité du général de Gaulle et le rejet viscéral de la gauche sont déterminants. La seconde tension se situe entre le slogan « Ni droite, ni gauche » impulsé par la direction nationale et la sensibilité plus droitiste dont Marion Maréchal-Le Pen pourrait devenir le porte-parole. Jérôme Fourquet, dans une étude de l'institut de sondage IFOP⁹, a justement montré que la ligne « ni droite, ni gauche » défendue par Marine Le Pen et celle « droitiste » incarnée par sa nièce Marion Maréchal-Le Pen, correspondaient à deux réalités géographiques et sociales de l'électorat FN. Dans la partie nord du pays, un électorat à dominante ouvrière et classe moyenne inférieure (les « perdants de la globalisation), qui, ayant fait l'expérience de la gauche et de la droite au pouvoir ne se retrouve plus dans aucun des deux camps mais reste demandeur d'un parti à dimension sociale. Dans la partie sud un électorat d'électeurs UMP radicalisés, sensibles à la thématique des valeurs traditionnelles, socialement plus proches de la classe moyenne et des professions indépendantes, économiquement plus libéral. A partir de cette grille de lecture, on comprend pourquoi Marine Le Pen a été réticente à engager le FN dans les manifestations contre le mariage homosexuel, sujet qui ne parle pas à son électorat populaire, tandis que Marion Maréchal y prenait part.

⁸ Le RBM est une sorte d'organisation de front du FN, qui permet le ralliement individuel de personnalités qui ne souhaitent pas adhérer au parti proprement dit.

⁹ J. Fourquet : *Front du nord, Front du sud*. IFOP Focus n°92, août 2013

Un programme presque invariant mais un discours rénové

Le programme actuel du FN conserve du précédent les propositions majeures mais il les habille et les formule en fonction de sa volonté d'échapper à sa catégorisation à l'extrême-droite. Outre un volet sécuritaire, il s'articule autour de deux notions-clé : la souveraineté et l'identité. Sa réponse au premier problème est le retrait unilatéral de l'Union européenne, le retour au franc, qui n'est d'ailleurs approuvé que par 54% des électeurs frontistes et la mise en place d'un protectionnisme tarifaire. Le souverainisme frontiste mobilise parce qu'il s'articule avec une critique plus large des effets négatifs de la globalisation libérale : il pointe du doigt celle-ci comme responsable des délocalisations, du chômage et du déclin français. Sa réponse comprend une définition de l'identité nationale qui diffère en fait assez peu de celle proposée en son temps par Nicolas Sarkozy mais s'en distingue toutefois par les mesures juridiques que le FN propose pour la mettre en œuvre.

L'identité nationale en version frontiste donc, repose sur la filiation et, exceptionnellement, sur la naturalisation, laquelle est conditionnée à une totale assimilation. Le rôle du christianisme dans la formation de l'identité culturelle française est mis en avant et l'islam est décrit, selon les déclarations, soit comme une force d'occupation, soit comme un projet politique soit, plus rarement, comme une religion dont la pratique peut s'inscrire dans le cadre de la laïcité¹⁰. Toutefois la notion de laïcité est détournée par le FN. Celui-ci ne se contente pas de la séparation des cultes et de l'Etat : il veut interdire les signes religieux juifs et musulmans dans l'espace public (y compris dans la rue) ; interdire l'abattage rituel casher et hallal ; supprimer le financement public aux associations dites « communautaristes », même lorsque celles-ci ont un caractère culturel. Dans sa version la plus intransigeante, ce laïcisme se traduit par une islamophobie assumée, par exemple par les associations Riposte laïque et Résistance républicaine¹¹

dont les fondateurs sont pourtant issus de la gauche.

C'est la traduction en actes juridiques de la conception frontiste de l'identité qui sépare encore le FN de la droite. Lorsqu'elle était au pouvoir, celle-ci n'a en effet pas mis en œuvre les propositions frontistes : accès prioritaire des citoyens français à l'emploi, au logement et aux prestations sociales ; réduction drastique de l'immigration, qu'elle soit européenne ou non, à 10000 personnes par an, admises sur la base d'un critère de compétence professionnelle ; abolition totale du droit du sol. Comme Bruno Mégret dans les années 1990, la direction actuelle du FN attache une importance prioritaire à la sémantique, vue comme un moyen de populariser des thématiques de rupture avec le consensus politique tout en évitant le label d'extrémiste. Ainsi la préférence nationale est devenue priorité nationale, ce qui gomme la dimension juridiquement discriminante. L'inversion des flux migratoires, signifiant le renvoi des étrangers, y compris ceux en situation régulière, a cédé la place à la réduction du nombre d'étrangers admis en France. Le programme présidentiel de Marine Le Pen reprend le vocabulaire et les propositions de l'UDC suisse : usage du terme immigration de masse ; remise en cause des accords de libre circulation et des accords de Schengen ; expulsion automatique des étrangers délinquants. C'est cette partie des propositions frontistes qui donne lieu depuis les années 1990 à une sorte de course-poursuite entre le FN et la fraction la plus droitière de l'UMP incarnée par la Droite forte, la tendance dirigée par l'ancien cadre du FN Guillaume Peltier et la Droite populaire, de l'ancien ministre Thierry Mariani. Or on sait par expérience que, plus la droite de gouvernement met en avant les thématiques de l'identité nationale et de l'immigration, en pensant faire revenir à elle une partie des électeurs frontistes, plus la radicalité des préconisations du FN sur ces sujets augmente l'audience de Marine Le Pen. Ainsi en 2006, 62% des électeurs UMP pensaient « qu'il y a trop d'immigrés en France » : ce taux d'accord est désormais de 87%.

Pour compléter le diptyque souveraineté-identité, le FN utilise enfin le ressort habituel du populisme : le discours mettant en avant la cassure entre les élites (sociales, économiques et politiques) et le peuple, présenté comme dépossédé de ses droits à décider de son avenir. La solution proposée par le FN

¹⁰ Marine Le Pen le 7 octobre 2012 : « Les Français savent qu'il ne faut pas faire d'amalgame entre l'islam radical et des musulmans qui acceptent parfaitement le fonctionnement laïc de notre pays ».

¹¹ Dont plusieurs animateurs sont candidats aux municipales soit sous l'étiquette FN (Fabien Engelmann à Hayange) soit sous celle du RBM (Gérard Brazon à Puteaux).

est le recours systématique au référendum d'initiative populaire sur les questions de société comme sur les sujets locaux, ainsi que l'établissement pour les parlementaires d'un mandat impératif, qui, à la différence du mandat représentatif, lie leur action très strictement aux directives de leurs électeurs. Le défi posé à la gauche par ce positionnement vient du fait que si le populisme frontiste rejoint la tradition plébiscitaire de la droite et de l'extrême-droite française, le discours anti-élites, comme d'ailleurs celui contre l'Europe et la globalisation, est désormais formulé par la gauche radicale dans des termes parfois voisins de ceux utilisés par le FN, exception faite de la dimension ethniciante.

On insistera enfin, pour les mêmes raisons, sur le tournant anti-libéral pris par le FN « mariniste ». Le programme présidentiel de Marine Le Pen comprend un chapitre intitulé : « Etat fort : bâtir l'Etat-stratège ». Cette tête de chapitre se poursuit par la phrase suivante : « L'emploi, la réindustrialisation du pays, l'égalité entre les Français, l'aménagement du territoire et la vitalité des services publics en dépendent. En raison de notre histoire nationale, c'est naturellement l'Etat qui sera le fer de lance de ce réarmement de la France : un Etat fort capable d'imposer son autorité aux puissances d'argent, aux communautarismes et aux féodalités locales ». Dans sa version frontiste, le retour de l'Etat signifie à la fois un retour à la planification économique stratégique ; l'arrêt de la transposition des directives européennes de libéralisation des services publics marchands, l'encadrement des banques, comprenant la séparation des banques de dépôts et des banques d'affaires, l'instauration d'une taxe mondiale sur les transactions financières et la possibilité de nationaliser des établissements de crédit, comme d'ailleurs des entreprises pratiquant des licenciements massifs pour convenance boursière. Au moment des grandes grèves de 1995, le FN de Jean-Marie Le Pen avait timidement entamé un « tournant social » dont la crédibilité était restée nulle, en raison de la tonalité ultra-libérale du programme du parti. Ce virage social est aujourd'hui acté et il est crédible car il répond aux attentes de l'électorat FN.

Un électorat au socle populaire mais en voie de diversification sociologique et géographique

Le FN est depuis sa création un parti « at-trape-tout » qui ambitionne de « fédérer les mécontentements catégoriels », selon la formule de son premier idéologue François Duprat. Lors de la présidentielle de 2012, Marine Le Pen a obtenu 33% du vote des ouvriers et 18% de celui des chômeurs. En même temps, elle a capté 25% du vote des artisans et commerçants. Le retour vers le FN de ces catégories sociales tient avant tout à l'axe de campagne choisi par Nicolas Sarkozy qui, contrairement à 2007, a abandonné le thème-clé de la « valeur-travail ». En captant le vote de 19% des 18-24 ans, le FN a en outre percé dans une tranche d'âge confrontée plus que toute autre à l'inquiétude sur son insertion professionnelle. Chez les jeunes comme d'ailleurs dans toute la population, le vote FN est cependant très corrélé au niveau de diplôme : 75% de l'électorat frontiste n'a pas fait d'études supérieures. Cela vaut en particulier chez les deux tranches d'âges des « actifs », les 25-34 ans (20% de vote FN) et les 35-44 ans (24%), qui sont celles où le FN « recrute » le plus, tandis que les plus de 65 ans restent fidèles à l'UMP. Ce constat étant fait, encore faut-il correctement interpréter la signification de la variable « degré d'éducation ». Elle ne traduit pas une incapacité intrinsèque des électeurs FN à comprendre les enjeux d'un monde complexe mais la plus grande fragilité des moins bien lotis en terme de diplômes (donc de réseaux d'insertion professionnelle) face à la compétition pour l'emploi voire à la concurrence de la main d'œuvre étrangère. Désormais, ne tournent résolument plus le dos au FN que les professions intellectuelles (8% des voix), les professions intermédiaires et ceux dont le revenu mensuel est supérieur à 3 000 euros.

Géographiquement, la carte du vote FN en 2012 montre que les meilleurs scores du parti sont enregistrés à l'est d'une ligne allant de la ville de Calais (nord) à Perpignan (sud). Alors que les zones situées à l'ouest sont encore des « terres de mission », les régions Picardie (25,03%) et Nord-Pas de Calais dans le nord de la France et Champagne-Ardenne (23,9%) et Lorraine (23,66%) dans le nord-est sont les bastions frontistes. Des scores identiques ou supérieurs sont enregistrés en Provence-Alpes-Côte d'Azur (23,87%) dans le sud-est et Languedoc-Roussillon (23,454%) dans le sud, avec des pointes à

27,03% dans le département du Vaucluse et 25,5% dans le département du Gard. Loin d'être interprétables uniquement en termes d'antériorité du vote frontiste dans ces départements et régions, cette carte doit être lue en mettant en regard celle du taux de population vivant en-dessous du seuil de pauvreté et de celle des zones périurbaines dites de « très grande couronne », à 80-90 kilomètres des grandes villes, c'est-à-dire là où les habitants cumulent les handicaps de la précarité sociale, de l'enclavement territorial et, dans le quart nord-est du pays, de la désindustrialisation massive.

Les motivations du vote

Selon un sondage IPSOS-Logica d'avril 2012, 67% des électeurs de Marine Le Pen ont voté pour elle car « elle répond aux préoccupations » de ses électeurs. Ce taux, le plus fort avec celui de la candidate écologiste, suffit à éliminer l'hypothèse d'un vote frontiste « de protestation ». Considérée avec Jean-Luc Mélenchon, le leader du Parti de Gauche, comme « la candidate la plus proche des Français », Marine Le Pen est certes celle qui inspire le moins confiance et est le moins considérée comme ayant l'étoffe d'un président. Toutefois son électorat la choisit en fonction de thèmes bien précis sur lesquels elle fait la différence avec ses adversaires : l'immigration, motivation du choix de 62% de ses électeurs et l'insécurité (44%). Les électeurs motivés par la baisse du pouvoir d'achat représentaient une proportion plus forte parmi les électeurs FN que dans l'électorat de Nicolas Sarkozy, tandis que ceux motivés par la crise économique et financière étaient en proportion plus grande que dans l'électorat de François Hollande. L'impression d'ensemble est donc celle d'un électorat qui adhère à un corpus central solide (immigration-identité-sécurité), ayant à 56% fait son choix afin que sa favorite figure au second tour et désireux à 44% que son score lui permette de voir ses idées peser dans le débat politique. Donc un vote dans lequel existe une part incontestable d'adhésion.

Reste que le FN ne peut prétendre participer au pouvoir seul : le « plafond de verre » des 50% au scrutin majoritaire lui est difficile à dépasser, y compris dans le fief mariniste de Hénin-Beaumont dans la région Nord-Pas-de-Calais (nord). Dans ce contexte et malgré la position répétée par les dirigeants de l'UMP d'un refus total de tout accord avec le FN, l'étude IFOP réalisée en septembre 2013

pour la fondation Jean Jaurès sur la question des « électors droitistes en fusion » est riche d'enseignements. En effet, entre 47% et 53% des sympathisants UMP ainsi qu'entre 64% et 72% de ceux du FN, selon la période observée en 2012, souhaitent qu'aux élections locales (municipales, cantonales et régionales donc) leurs partis passent des accords électoraux. En 2010 ils n'étaient que 32% et 62% respectivement. L'indice le plus fiable de la porosité entre UMP et FN est l'évolution, entre 2006 et l'été 2013, du taux d'accord des sympathisants de ces partis avec un certain nombre de propositions qui sont des marqueurs d'une droite décomplexée. Sans surprise, 96% des sondés frontistes disent qu'il « y a trop d'immigrés en France ». C'est moins qu'en 2010 alors qu'à l'UMP, la tendance est inverse : de 62% en 2006, le taux d'accord passe à 87%! Sur la notion d'assistanat et d'abus des aides sociales, même configuration : depuis 2010, l'idée est plus populaire chez les proches de l'UMP (95 à 96%) que chez ceux du FN (94%). L'affirmation selon laquelle « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient » a depuis 4 ans plus de partisans à l'UMP (72%) qu'au FN (68%). Sur une question sociétale centrale, surprise : la tolérance du mariage homosexuel et de l'adoption par des couples homosexuels est de 28% chez les proches de l'UMP et de 31% chez les frontistes. La proposition « on ne se sent en sécurité nulle part » creuse certes l'écart entre les deux électors : 89% d'accord au FN contre 73% à l'UMP. Toutefois depuis 2006, la proportion de sympathisants UMP à partager cette idée a plus que doublé. A bien des égards le mandat de Nicolas Sarkozy a donc permis l'émergence d'une droite hybride, qui ne rentre plus dans les cadres établis par la typologie classique des droites en France établie par René Rémond. La droite contre-révolutionnaire, spécificité largement française qui aspirait à l'origine à la restauration de l'ancien régime, est un vestige du passé. La droite libérale, comme dans beaucoup de pays d'Europe, est en déclin. La droite conservatrice ou plébiscitaire réajuste son logiciel idéologique en faisant passer la question identitaire avant celle de la cohésion sociale, en ethnicisant les rapports sociaux et par ailleurs, en remettant en cause les valeurs libérales-libertaires au nom d'une sorte de « contre- Mai 68 ».

Conclusion

Le FN tente actuellement de normaliser son image et de gommer son ADN politique, clairement située dans l'extrême-droite historique. L'arrivée à la présidence du parti de Marine Le Pen a, de fait, déjà réussi une partie de cette transformation qui, si elle est encore bien incomplète (le congrès de Tours du FN en janvier 2011 n'est en rien le congrès de Fiuggi, en 1995, qui voit la mutation du MSI italien), n'en rapproche pas moins le mouvement des droites radicales, populistes et xénophobes que nous suggérons de regrouper sous le vocable de quatrième vague des nationaux-populismes. Avec les partis scandinaves de la même veine, l'UDC suisse, le Partij voor de Vrijheid (PVV) néerlandais et dans une moindre mesure, la Lega Nord italienne, le FN dessine en vue des européennes de 2014 les contours d'une famille politique nouvelle. Dans le cas du FN, sa capacité à augmenter son influence et éventuellement, à participer au pouvoir, dépendra de deux facteurs. Le premier est la nécessité dans laquelle il demeure de s'intégrer au système en participant à des coalitions locales ou régionales tout en conservant son attractivité de mouvement « anti-système », voire subversif. Le second est l'attitude de la droite (UMP et ex-UDI), qui oscille sans cesse entre condamnation formelle du FN et suivisme sur ses idées, et dont l'appareil dirigeant est soumis à une pression croissante de sa base en faveur d'accords ponctuels.

On soulignera enfin qu'au FN, malgré la dédramatisation, toutes les ambiguïtés idéologiques ne sont pas levées. En témoigne cette présentation, par le site de l'intéressé lui-même, des idées du géopoliticien Aymeric Chauprade, promu en 2013 conseiller spécial de Marine Le Pen sur les questions internationales et probable tête de liste du RBM aux élections européennes à Paris : « Aymeric Chauprade est conseiller du président de la République dominicaine Leonel Fernandez et de plusieurs acteurs politiques majeurs du Proche-Orient. En 2012, Aymeric Chauprade compte s'installer en Autriche afin de faire progresser dans les prochaines années sa vision d'une forte Europe continentale des peuples indigènes ; Ce voyage est aussi l'opportunité de donner à ses enfants une formation marquée à la fois par la culture française et allemande ». ¹²

¹² Source : <http://edition.realpolitik.tv>. Le site mentionne : « Copyright Aymeric Chauprade », 2014.

Addendum

Le Front national après les élections municipales des 23 et 30 avril

A l'issue de ce scrutin, Marine Le Pen a déclaré que son parti avait brisé la bipolarisation de la vie politique française et s'était durablement installée comme la troisième force du pays. Les résultats des municipales confirment le second point, mais le premier reste une affirmation sans fondement.

A l'issue d'une élection qui a été une défaite historique pour la gauche en particulier socialiste et qui a vu l'UMP remporter 162 villes de plus de 10000 habitants, le FN gère 11 communes, dont 9 de plus de 10000 habitants. Dans un contexte de forte abstention (41%), il obtient 16,9% des suffrages dans les 244 villes où il était présent au second tour. Avec environ 1200 élus municipaux, le parti de Marine Le Pen renforce son implantation sans encore casser un système politique que dominent l'UMP, le PS et leurs alliés respectifs, le système politique français présentant les caractéristiques d'une bipolarisation imparfaite. Il est à noter que le nombre d'élus locaux engrangé par le FN lève dès maintenant l'obstacle traditionnellement rencontré par le parti lors de l'élection présidentielle, à savoir celui des 500 parrainages d'élus indispensables pour présenter un candidat. En résumé, faute d'avoir encore acquis le statut d'une force de gouvernement, le FN a établi une dynamique politique qui devrait lui profiter aux élections européennes. Il tire par ailleurs bénéfice de la stratégie de dédiablement.

La répartition géographique des villes conquises est conforme aux zones de force traditionnelles du parti : dans le nord, la ville d'Hénin-Beaumont, le fief de Marine Le Pen, est gagnée par l'un de ses proches, Steve Briois, dès le premier tour. En Picardie, également dans le nord, le FN remporte Villers-Côterets dans l'Aisne et, en Lorraine, Hayange dont le nouveau maire est Fabien Engelmann, un ancien syndicaliste CGT désormais très actif au sein de l'association anti-islam Riposte laïque. Dans le Sud, en Languedoc-Roussillon, Robert Ménard, fondateur et ancien secrétaire général de l'association de journalistes « Reporters Sans Frontières », emporte au nom du Rassemblement Bleu Marine facilement Béziers et Julien Sanchez, la ville gardoise de Beaucaire. Enfin la région Provence-Alpes-Côte

d'Azur, dans le sud-est, a encore une fois été favorable au FN puisqu'il y gagne la mairie du 7^{ème} secteur de Marseille, dans le Var les communes de Fréjus et Cogolin, et, dans le Vaucluse, Le Luc et Le Pontet. La seule véritable surprise est, en Ile de France, sa victoire à Mantes la Ville (Yvelines), due à la division de la gauche au second tour. A ces succès frontistes, il faut ajouter les trois villes vaucusiennes que gèrera la Ligue du sud, un parti d'extrême droite uniquement implanté en Provence-Alpes-Côte d'Azur: Orange, avec Jacques Bompard ; Bollène, dont la maire reconduite est son épouse Marie-Claude ainsi que Camaret sur Aigues, où le vainqueur Philippe de Beauregard était soutenu par Marion Maréchal-Le Pen. Au total ce seront donc 14 communes qui seront administrées par l'extrême-droite.

Face à la montée du FN, l'UMP n'a pas appliqué le principe dit du « front républicain » qui consiste à se retirer en faveur du candidat le mieux placé pour battre le FN, même s'il est de gauche. Elle a par contre maintenu sa position traditionnelle de refus des alliances avec le parti de Marine Le Pen et continue de considérer que celui-ci est d'une nature extrémiste équivalente à celle du Front de Gauche. A gauche, la direction du Parti Socialiste a au contraire réaffirmé la nécessité du front républicain pour faire barrage au FN. Ce choix est toutefois contesté par une partie significative des militants. D'une part ceux-ci considèrent qu'il leur est impossible de voter pour un candidat de droite dont les idées diffèrent parfois peu de celles du FN. D'autre part le retrait des listes de gauche a pour conséquence la disparition des élus socialistes des conseils municipaux pendant six ans, ce qui enlève toute visibilité à l'opposition municipale dans les villes où précisément, la victoire du FN rend indispensables une vigilance et une réactivité permanentes. Marine Le Pen veut voir les nouveaux maires frontistes gérer leurs villes sans heurts, c'est-à-dire d'une manière qui évite la polarisation idéologique qui avait existé en 1995 dans les villes conquises par le FN. Reste à savoir si les élus, leurs équipes et les militants locaux se contenteront de cette vision des choses.

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas la position de la FES

Responsable de la publication :
Peter Gey, directeur du bureau parisien de la FES